

*Pouvoir d'emprunt supplémentaire*

faites à la télévision la semaine dernière, en prônant la loi de la jungle et en nous conseillant d'abandonner nos idéaux de justice et de paix mondiale.

Qu'est devenu le dialogue Nord-Sud? Que sont devenues les belles déclarations du premier ministre? Elles ont disparu comme par enchantement. Au lieu de cela, nous le voyons se complaire dans une doctrine socio-économique darwinienne. Les Canadiens ont un avenir plus prometteur que cela. Les Canadiens ont mieux à faire que d'adopter la politique de désespoir que préconise le premier ministre, malgré toutes ses belles paroles au sujet de la confiance. Un choix s'offre aux Canadiens; en effet ils peuvent accepter l'invitation du Nouveau parti démocratique à imaginer et à réaliser un monde meilleur qui est toujours à notre portée, je crois, si nous cherchons ensemble à l'atteindre. Ce genre d'idéalisme, monsieur l'Orateur, est le seul choix réaliste qui nous reste—il ne s'agit plus d'idéalisme—c'est le seul choix possible. Les réalistes et les cyniques des partis libéral et conservateur aiment se moquer de la naïveté et de l'idéalisme des néo-démocrates. Ils ont cessé de s'intéresser à la condition humaine et à notre pays. Ils ont renoncé à envisager un pays qui puisse servir d'exemple à d'autres. Sous prétexte d'être compétitifs, ils veulent nous faire glisser sur la pente que tant de Canadiens ont grimpé au prix de nombreux efforts en vue d'accéder à une société juste et acceptable.

• (1540)

Nous, néo-démocrates, comptons bien faire en sorte que les efforts de nos prédécesseurs n'aient pas été vains, monsieur l'Orateur, et nous lutterons jusqu'à la mort avant de laisser annihiler les réalisations des trente dernières années. Les Canadiens doivent sortir de cet État-providence et renoncer à la théorie économique keynésienne et opter pour la politique et l'économie du socialisme démocratique. Ils ne doivent pas se laisser prendre par l'attrait superficiel d'un retour à l'époque du capitalisme brut, et de la loi de la jungle, qui est la solution de rechange que leur proposent les conservateurs et aussi, de toute évidence, le Parti libéral du Canada. C'est aux gens qu'il appartient de faire un choix, monsieur l'Orateur et nous nous réjouissons du débat qui va se dérouler sur la qualité de notre avenir.

Je voudrais faire quelques remarques au sujet du déficit car il fait couler beaucoup d'encre. Je voudrais faire une simple suggestion: lorsque les hommes politiques parlent de déficit, ils font la même distinction intelligente que le travailleur moyen fait lorsqu'il parle de ses dettes. Autrement dit, ils savent qu'il y a une différence entre ce qu'ils doivent chaque mois sur leur note d'épicerie et le montant impayé de leur hypothèque amortie sur 25 ans. S'ils doivent \$45,000 sur leur maison, par exemple, ils ne disent pas à la fin de janvier: «Mon Dieu! notre dette pour le mois de janvier s'élève à \$45,000»; ils font la distinction entre les dettes d'exploitation et les dettes à long terme dues aux immobilisations. Pourtant, dans toutes les discussions sur les déficits de notre pays, on ne fait jamais cette distinction. Par voie de conséquence, les gens n'ont pas la moindre idée de ce qui constitue un investissement à long terme, de ce qui profitera un jour aux Canadiens parce que ces dépenses visaient à assurer l'avenir, ou de ce qui peut être au contraire considéré comme du gaspillage.

A mon avis, nous rendons un mauvais service aux Canadiens quand nous parlons du déficit sans faire ce genre de distinction, quelle que soit notre position à ce sujet. Nous créons une confusion inutile dans un domaine qui devrait être étudié de façon beaucoup plus intelligente que ce n'est souvent le cas à la Chambre et, d'une manière générale, au Canada.

Je tiens à bien faire comprendre ce problème, car il a un certain rapport avec ce que j'ai dit au sujet des investissements. Pour être sûr que les investissements sont dirigés là où il le faut, le gouvernement doit s'en charger et les investissements du secteur privé doivent être effectués en collaboration avec le gouvernement et sous sa direction. Nous devons dépenser de l'argent pour notre réseau de transport, le logement, les nouvelles sources d'énergie et tous les domaines qui ont besoin d'investissements au Canada, sans pour cela considérer que le gouvernement fait des dépenses inutiles.

Contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, nous devons faire une distinction entre ces deux sortes de dépenses, de manière que les gouvernements puissent avoir la liberté politique et théorique de faire les investissements nécessaires pour mettre sur pied l'infrastructure économique dont nous avons besoin.

A propos des transports, monsieur l'Orateur, je voudrais dire quelques mots de la politique du gouvernement en matière de chemins de fer. Ce qu'a dit le premier ministre (M. Trudeau) dans son allocution télévisée m'a amusé. Il a déclaré que nous devons préparer la relance économique, que nous devons croire en l'avenir du Canada. Selon lui, nous devons manifester notre conviction que nous allons nous en sortir, et profiter de la récession pour préparer l'avenir. Dans ces conditions, monsieur l'Orateur, j'aimerais qu'on m'explique à quoi rime de licencier 1,100 personnes employées aux ateliers du CP à Winnipeg, alors que le matériel roulant à entretenir ne manque pas et que nous en aurons besoin au moment de la relance.

Il semble que le CP ne croie pas en la possibilité d'une relance économique. Mais si le premier ministre y croit, il devrait demander à ses amis du CP de rappeler ces hommes au travail au lieu de leur verser 80 p. 100 de leur salaire pour ne rien faire. Si c'est le genre de politique économique que propose le gouvernement, c'est à désespérer. Nous entendons beaucoup parler des programmes de création d'emplois que le ministre des Finances a annoncés dans son exposé économique, alors qu'il suffirait de dépenser 20 p. 100 de plus en traitement pour que les ateliers du CP reprennent leurs activités et préparent la relance que le premier ministre nous annonce pour bientôt.

Si le ministre des Finances veut être pris au sérieux, il devrait d'abord faire en sorte que ces hommes reprennent le travail et nous donner l'assurance que le CP et le CN ne licencieront plus personne, car il est absolument inexcusable de décréter des mises à pied dans le secteur ferroviaire. Éparpillé dans tout le pays, il y a du matériel roulant dont on aura besoin quand viendra la relance. Il est hors d'état de servir. Dans trois ans d'ici les sociétés ferroviaires se plaindront de manquer de matériel si, comme nous l'espérons, l'économie reprend. Elles voudront aussi de l'argent. Combien leur en faudra-t-il encore? Le programme des 6 et à 5 p. 100 leur fait économiser des millions de dollars. Les hausses de salaires des employés ont été limitées à 6 et à 5 p. 100. Qu'on les mette à pied est le bouquet! A propos de Winnipeg, VIA déménage ses ateliers de réparation de Transcona à Montréal. Je reviendrai